Les déclarations de Christian Estrosi mettant en cause les élus locaux sur l'insécurité sont d'autant plus scandaleuses que le Gouvernement a supprimé en trois ans, je le rappelle, en moyenne cent postes de policiers et gendarmes par département. Elles s'inscrivent dans un plan organisé d'agression contre nombre d'élus locaux. Jamais un pouvoir exécutif n'aura aussi cyniquement mis en cause les élus locaux. Je rappelle que Nicolas Sarkozy a annoncé que les collectivités locales "mal gérées" seraient pénalisées financièrement. Je rappelle aussi que le projet de loi sur les collectivités locales prévoit de réduire nombre de prérogatives des collectivités locales au bénéfice des représentants de l'Etat. Tout cela va dans le même sens. C'est le retour à la pire des tutelles. C'est la négation la plus caricaturale et la plus cynique de la décentralisation.

JPS

>> Voir LeMonde.fr du 15 août

.

Phoca PDF